

**Zeitschrift:** Schweizer Hotel-Revue = Revue suisse des hotels  
**Herausgeber:** Schweizer Hotelier-Verein  
**Band:** 10 (1901)  
**Heft:** 32

## **Titelseiten**

### **Nutzungsbedingungen**

Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften auf E-Periodica. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen sowie auf Social Media-Kanälen oder Webseiten ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. [Mehr erfahren](#)

### **Conditions d'utilisation**

L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. La reproduction d'images dans des publications imprimées ou en ligne ainsi que sur des canaux de médias sociaux ou des sites web n'est autorisée qu'avec l'accord préalable des détenteurs des droits. [En savoir plus](#)

### **Terms of use**

The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. Publishing images in print and online publications, as well as on social media channels or websites, is only permitted with the prior consent of the rights holders. [Find out more](#)

**Download PDF:** 14.01.2026

**ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, <https://www.e-periodica.ch>**

Erscheint  
• • • Samstags

**Abonnement:**

Für die Schweiz  
3 Monate Fr. 2.—  
6 Monate „ 3.—  
12 Monate „ 5.—

**Für das Ausland:**

3 Monate Fr. 3.—  
6 Monate „ 4.50  
12 Monate „ 7.50

Vereins-Mitglieder  
erhalten das Blatt  
gratis.

**Inserate:**

7 Cts. per 1 spatige  
Millimeterzeile oder  
deren Raum. — Bei  
Wiederholungen  
entsprechend Rabatt.  
Vereins-Mitglieder  
bezahlen 3 1/2 Cts.  
netto per Milli-  
meterzeile  
oder deren  
Raum.



Paraissent  
• • • le Samedi

**Abonnements:**

Pour la Suisse:  
3 mois Fr. 2.—  
6 mois „ 3.—  
12 mois „ 5.—

**Pour l'Etranger:**

3 mois Fr. 3.—  
6 mois „ 4.50  
12 mois „ 7.50

Les Sociétaires  
reçoivent l'organe  
gratuitement.

**Annonces:**

7 Cts. par millimètre-  
ligne ou son espace.  
Rabais en cas de ré-  
pétition de la même  
annonce.  
Les Sociétaires  
payent 3 1/2 Cts.  
net par milli-  
mètre-ligne  
ou son  
espace.

Organ und Eigentum des

**Schweizer Hotelier-Vereins**

10. Jahrgang | 10<sup>me</sup> Année

Organe et Propriété de la

**Société Suisse des Hôteliers**

Redaktion und Expedition: Sternengasse No. 21, Basel \* TÉLÉPHONE 2406 \* Rédaction et Administration: Sternengasse No. 21, Bâle.

**Mitglieder-Aufnahmen.  
Admissions.**

Mr. Jean Burkhardt, Directeur, Grand  
Hôtel du Lac de Joux, à Le Pont . . . 120  
Herr Dr. A. Haupt, Direktor des Sana-  
toriums Oberwald bei St. Gallen . . . 130

**Offizielle Nachrichten.**

**Nouvelles officielles.**

**Fachliche Fortbildungsschule**

des  
**Schweizer Hotelier-Vereins**  
in Ouchy.

Am 15. Oktober nächsthin beginnt der  
9. Unterrichtskurs. **Anmeldungen** sind  
bis **spätestens Ende August** an Herrn  
**J. Tschumi, Hôtel Beau-Rivage in Ouchy**,  
einzureichen, woselbst auch Statuten und Pro-  
spekte der Schule bezogen werden können.  
Der Kurs dauert 6 Monate.

**Ecole professionnelle**

de la  
**Société Suisse des Hôteliers.**  
à Ouchy.

Le 9<sup>me</sup> cours s'ouvrira le 15 octobre pro-  
chain. Les **inscriptions** doivent être adre-  
sées **au plus tard d'ici fin août** à Mr.  
**J. Tschumi, Hôtel Beau-Rivage à Ouchy**,  
où l'on peut se procurer également des régle-  
ments et prospectus relatifs à l'école. La durée  
du cours est de 6 mois.

Le Comité de surveillance.

**Avis an die Mitglieder.**

Im Laufe nächster Woche werden die Nach-  
nahmen zum Bezüge der **Beiträge für  
das laufende Vereinsjahr**, gerechnet  
vom **1. April 1901 bis zum 31. März 1902**,  
der Post übergeben, und bitten wir  
um gefl. Honorierung derselben.

Basel, den 3. August 1901.

**Avis aux Sociétaires.**

Dans le courant de la semaine prochaine  
nous encaisserons par mandat de rembourse-  
ment les **cotisations pour l'année  
courante**, comprenant la période du  
**1<sup>er</sup> avril 1901 au 31 mars 1902**,  
en vous priant de bien vouloir les acquitter  
aussi promptement que possible.

Bâle, le 3 août 1901.

**Zur gefl. Notiznahme.**

Wir machen hiemit bekannt, dass die dies-  
jährige Ausgabe des Reiseführers „**Die Hotels  
der Schweiz**“ in allen drei Sprachen ver-  
griffen ist. Die nächste Ausgabe erfolgt im  
Frühjahr 1902.

Das Centralbureau.

**AVIS.**

L'édition 1901 du guide de voyage „**Les  
Hôtels de la Suisse**“ est épuisée dans les  
trois langues. Prochaine édition au printemps  
1902.

Le Bureau central.

**Loi fédérale  
sur les denrées alimentaires.**

Treize sociétés suisses: la Société suisse de  
l'Industrie, la Société suisse de Pharmacie,  
l'Union suisse des Boulangers et Confiseurs,  
l'Association suisse des Voyageurs de com-  
merce, la Société suisse des hôteliers, l'Asso-  
ciation suisse des Confiseurs, huit fabricants  
suisses de conserves, la Ligue suisse des Pay-  
sans, la Société suisse des Aubergistes, l'Asso-  
ciation suisse des Brasseurs, la Société de  
culture du district de Zolingen, l'Union suisse  
des Bouchers et la Société des Vétérinaires  
bernois, ont adressé aux autorités fédérales une  
pétition concernant la loi fédérale sur le con-  
trôle des denrées alimentaires et des articles  
de consommation. Les divers points de cette  
pétition ont été fixés, après plusieurs tours de  
préconsultation, par une assemblée qui a eu  
lieu à Olten le 17 mai. Les demandes sont  
accompagnées d'un exposé des motifs détaillé.

Le projet de loi soumis aux Chambres re-  
présente, comme on le sait, le fruit d'études  
longues et approfondies. A part les groupes  
professionnels qui y ont pris une part directe,  
un grand nombre d'associations utilitaires et  
scientifiques poursuivent de concert avec les  
autorités et dans l'intérêt des consommateurs,  
la réglementation légale d'un état de choses  
dont l'importance pour la vie professionnelle et  
le bien public saute aux yeux. Si d'une part  
le consommateur demande à être protégé contre  
les denrées malsaines et des prix hors de pro-  
portion avec la qualité inférieure de certains  
mélanges innocents en eux-mêmes ou avec des  
procédés de fabrication rudimentaires, le fabri-  
cant consciencieux d'autre part, se voit obligé  
de se défendre contre la concurrence déloyale,  
et l'intérêt public réclame la répression et la  
punition éventuelle de la fraude. Les deside-  
rata formulés par les nombreux cercles inté-  
ressés à une loi de ce genre présentent forcé-  
ment certaines divergences, et d'autre part, une  
légalisation rationnelle de la matière ne saurait  
être obtenue que par la coopération la plus  
étroite de tous ceux auxquels la loi devra  
s'adresser. C'est pourquoi les sociétés se sont  
réunies pour discuter en commun. Tout d'a-  
bord, on convint en décembre 1900 d'adresser  
une pétition à l'Assemblée fédérale, et de de-  
mander la reprise des débats sur cette loi, qui  
avait été suspendus. Il était réservé à une  
réunion subséquente de liquider les divergences  
qui pourraient se produire dans les vœux com-  
muniés par écrit par les sociétés. Ces di-  
vergences viennent d'être liquidées et voici les  
propositions qui ont été adoptées:

**1<sup>er</sup> principes généraux.**

La loi devrait être édictée sur les bases sui-  
vantes: a. Principe général: la loi a pour but  
de protéger d'une part le consommateur contre  
des produits malsains et des prix hors de pro-  
portion avec la qualité des denrées; d'autre  
part le producteur contre la concurrence dé-  
loyale. b. Principes spéciaux: Il est interdit  
d'appliquer la désignation de produits naturels  
à des denrées qui doivent leur odeur, leur goût  
ou leur aspect semblable à ceux de produits  
naturels, à l'addition de substances étrangères.  
Tout addition à un produit naturel doit être  
déclarée, à moins qu'elle ne résulte du mode  
de préparation usuel de cette denrée. La loi  
contiendra des dispositions détaillées sur ce  
qu'on entend par mode de préparation usuel.  
Les fabricants de succédanés seront soumis  
à l'obligation de faire connaître aux autorités  
compétentes l'objet de leur fabrication. — Les  
exceptions en faveur de produits importés ne  
seront pas admises. c. La loi devrait renfer-  
mer une disposition générale autorisant le  
Conseil fédéral à exclure temporairement ou  
définitivement l'importation, sur le préavis

des instances consultatives, les denrées proven-  
ant de pays qui ne présentent pas de garan-  
ties pour un contrôle sérieux des matières  
premières. d. L'inspection des viandes sera  
gratuite, mais on veillera à ce que sa valeur  
ne soit point amoindrie par cette innovation.  
— Les frais incombant aux revendeurs pour  
l'examen non officiel de denrées et d'articles  
de consommation interne devront être minimes,  
et on ne cherchera pas à couvrir, au moyen  
des taxes, la totalité de la dépense pour le  
contrôle des denrées à l'intérieur. e. Les dom-  
mages causés aux denrées par l'examen seront  
indemnités. Les denrées dont la falsification  
ou la nocuité serait reconnaissable sans autre,  
devront être détruites avant le dédouanement.  
f. Il y a lieu de rétablir l'institut chimique et  
bactériologique rattaché à l'office sanitaire fédé-  
ral et dont la création avait été refusée par le  
Conseil des Etats par raison d'économie. g. Pour  
la mise à exécution de la loi, le Département  
fédéral de l'intérieur prendra, dans des cas  
graves, l'avis d'une commission d'experts pris  
dans les cercles intéressés.

**2<sup>o</sup> Détails.**

Les dispositions seront rédigées par le Dé-  
partement de l'intérieur sur le préavis des  
cercles intéressés, et soumises à la ratification  
de l'Assemblée fédérale. Les avantages d'un  
contrôle rationnel à la frontière compensant  
largement les inconvénients qui pourraient se  
produire, nous sommes d'avis qu'il y a lieu  
de donner à ce contrôle la plus grande exten-  
sion possible. Des exceptions sont indiquées,  
dans l'intérêt de notre industrie hôtelière, en  
ce qui concerne l'importation de poissons, de  
gibier et de volaille, particulièrement pendant  
la saison chaude. L'exposé des motifs fait re-  
marquer qu'il est inexact de dire que le con-  
trôle à la frontière constituerait une nouvelle  
charge pour la Confédération; qu'au contraire,  
il procurerait des bénéfices sans entraver le trafic.

La pétition propose en outre des modifica-  
tions à certains articles du projet. A l'art. 8,  
le terme „visiteuse des viandes“ serait remplacé  
par „inspecteur des viandes“, et le texte devrait  
comporter „toutes“ les viandes, y compris le  
poisson, le gibier et la volaille. Art. 13:  
„Lorsque le préavis d'un chimiste cantonal ou  
municipal paraît douteux à l'autorité compé-  
tente, ou se trouve attaqué par voie de recours,  
celle-ci pourra prescrire une surexpertise“,  
remplacer „pourra prescrire“ par „prescriera“  
et ajouter: „pour laquelle l'inculpé aura le droit  
de se faire représenter par un expert“. Enfin,  
voici la dernière proposition: „Le trafic de  
denrées et d'articles de consommation de pro-  
venance étrangère sous des dénominations  
propres à leur donner l'apparence de produits  
indigènes sera puni“.

Bund

**Saison-Betrachtungen.**

Wir lesen in einer Luzerner Korrespondenz  
der „Allgem. Schweizer Ztg.“, welche konstatiert,  
dass man bisher in Luzern mit dem Verlauf  
der Saison nicht allgemein zufrieden ist:

Der Strom der Reisenden nimmt von Jahr zu  
Jahr zu; allein in noch viel rascherer Zunahme  
bereitet sich die Hotelindustrie selbst Konkurrenz.  
Das gilt sowohl für den Platz Luzern als für  
andere Fremden Ansiedlungen, wie Weggis,  
Vitznau, Brunnen, Engelberg u. a. War ein  
Haus zwei Jahre einige Tage lang überfüllt, so  
wird sofort ein Stockwerk aufgesetzt; ein  
anderer, der auch gerne von diesem vermeint-  
lich leicht aufzunehmenden Segen etwas hätte, baut  
ein Hotel oder eine Pension daneben. In der  
Stadt sind die Betten in der allerletzten Zeit  
um Hunderte vermehrt worden; neue Hotels  
wurden gebaut, alle erweitert, und da wundert  
man sich, dass Ende Juli hier und dort, be-  
sonders in noch weniger bekannten neuen

Hotels ganze Zimmerreihen leer stehen! Man  
hat bis heute ganz kolossale Werte in die  
Hotelindustrie gesteckt; es ist nicht denkbar,  
dass sie sich ausnahmslos während der wenigen  
Wochen der Saison verzinsen; gar, dass der  
Hotelier sich in wenigen Jahren ein Vermögen  
erringe, ist nur mehr unter ausnahmsweise  
günstigen Verhältnissen möglich.

Wollte man urteilen nach den Ziffern der  
Reisenden, die die Bahnen und Dampfschiffe  
benützen, so ständen wir allerdings in der  
Hochsaison. Die Linie Basel-Luzern kommt  
beispielsweise wiederholt in den Fall, gewisse  
Fremdenzüge doppelt auszuführen. Die Ver-  
kehrsanstalten machen durchweg gute Saison-  
geschäfte, darum weil sie einzig mit der Quan-  
tität zu rechnen haben. Anders der Hotelier,  
für den in erster Linie die Qualität massgebend  
ist. In dieser Richtung haben wir die guten  
Zeiten hinter uns, und sie werden kaum wieder-  
kehren. Die Zahl der wirklich vornehmen  
Reisenden geht prozentual von Jahr zu Jahr  
zurück; die Zahl derer, die auf der Reise nicht  
mehr, sondern weniger ausgehen wollen, als  
zu Hause, wächst mit jedem Jahre; die Zahl der  
sesshaften Reisenden endlich wird mit jedem  
Jahre geringer. Die durchschnittliche Besetzung  
eines Fremdenbettes durch den Gast, wobei  
wir selbstverständlich nur Hotels, keine Pen-  
sionen im Auge haben, kann auf 2—3 Nächte  
berechnet werden.\* So wird der Fremden-  
verkehr in der Hauptsache nahezu ein Passanten-  
verkehr, der ganz denselben Komfort verlangt  
und bei billigen Preisen dem Hotelier verdoppelte  
Mühen und Auslagen verschafft. Die gesteigerte  
Bequemlichkeit und die Verbilligung des Eisen-  
bahntransports, insbesondere die massenhafte  
benutzten Generalabonnements und Rundreise-  
billets, haben der Fremdenindustrie nur in sehr  
bedingtem Masse genützt. Die Quantität hat  
wohl zugenommen, die Qualität hat leider mit  
dieser Bewegung nicht Schritt gehalten.

Einem Bericht an die „Basel. Nachr.“ ent-  
nehmen wir: „Zur Zeit haben wir im Bündner-  
land geradezu Hochflut. Die Züge der Rätis-  
chen Bahn und die Posten, die unser Land  
kreuz und quer durchfahren, sind stets dicht  
besetzt mit Reisenden, die zu längerem oder  
kürzerem Aufenthalt zu uns kommen. Aber  
so ist's und es wird wohl nicht mehr besser  
werden: der ganze Hauptverkehr konzentriert  
sich immer mehr auf die zweite Hälfte des  
Monats Juli und die erste des Monats August.  
Die Verhältnisse haben sich eben in den letzten  
Jahrzehnten mächtig geändert im Fremdenver-  
kehr. Während früher vorwiegend derjenige  
reiste, der eigentlich einen grossen Teil des  
Jahres frei und in den Geldmitteln in keiner  
Weise beschränkt war, macht sich heute eine  
weit grössere Zahl von Erholungsbedürftigen  
frei, von denen die meisten aber durch die  
ihnen gewährten Ferien an die oben bezeichnete,  
ganz bestimmte Zeit gebunden sind. Es liegt  
für die Reisenden auch gar kein Grund vor,  
sich anders einzurichten, da durch die fort-  
währenden Neubauten von dem Jahr zu Jahr  
zunehmenden Bedürfnis in ausreichendem Masse  
genügt wird. Damit muss der Hotelier heute  
rechnen und die Preise darnach einrichten,  
wenn er bestehen will.“

Wie immer, bilden auch dieses Jahr die  
Deutschen wieder das Hauptkontingent der  
Besucher. Die Heizerieen einiger deutscher  
Winkelblätter haben also keinen Erfolg ge-  
habt, wie nicht anders zu erwarten war. Der  
Deutsche hat zu viel Sinn für die Schönheiten  
unseres Landes, als dass er sich durch derlei  
Intriguen imponieren liesse und zu viel Ver-  
ständnis für eine musterhafte Hotelführung, um

\* Anmerkung der Red. der „Hotel-Renue“. Die  
durchschnittliche Zahl der Logierteure pro Gast ist  
mit 2—3 Nächten zu hoch gegriffen, wenn nur  
Hotels in Betracht gezogen werden; denn selbst mit  
Einrechnung der Pensionen ergibt sich eine durch-  
schnittliche Aufenthaltsdauer von nur 3—4 Tagen.